



# JAAP DE HOOP SCHEFFER

## Secrétaire général de l'OTAN

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais aujourd'hui concentrer mon propos sur notre capacité collective à répondre aux défis actuels et futurs en matière de sécurité. Je veux souligner que, sur un plan général, il existe un large consensus international sur la nature des défis qui sont devant nous et sur la nécessité d'y répondre collectivement. Mais je vais également essayer d'identifier un certain nombre de "spoilers" (résistances) qui compliquent ces réponses collectives. Et je conclurai par quelques recommandations pour l'avenir.

En ce qui concerne les principaux défis pour notre sécurité, il n'est pas trop difficile d'en établir une liste à laquelle la plupart des gens peuvent souscrire :

- le terrorisme international continuera de hanter notre village planétaire, même s'il devrait susciter de moins en moins d'attrait politique ;
- les États défaillants et les conflits régionaux continueront de nous confronter à un choix cruel entre engagement et indifférence ;
- le changement climatique a également des répercussions sur la sécurité, comme on peut le voir dans les nouvelles revendications sur la zone Arctique soutenues par une activité militaire croissante ;
- la prolifération nucléaire a atteint un point de non retour, avec l'Iran tout près d'avoir la bombe et la Corée du Nord menaçant de revenir sur ses engagements de dénucléarisation ;
- des cyber-attaques ont déjà eu lieu, et sont susceptibles de se produire plus souvent dans l'avenir ;
- et la ruée sur les ressources naturelles, a mis l'accent sur la sécurité énergétique et la sécurité alimentaire.

Maintenant, nous devons discuter pour déterminer lesquelles de ces questions sont de première importance et lesquelles sont secondaires. Mais nous sommes tous d'accord qu'elles dépassent les capacités d'une seule nation, et que la coopération internationale est donc un impératif stratégique.

Cette coopération peut prendre plusieurs formes. La première prend place au sein des institutions internationales. Bien sûr, beaucoup de nos grandes institutions, y compris celle que je représente, ont été créées à une autre époque. Et personne ne dira que nos efforts pour les adapter aux nouvelles exigences d'aujourd'hui ont eu 100% de succès. Mais les institutions restent notre instrument le plus efficace pour générer un consensus, et pour transformer ce consensus en action commune.

Nous sommes également d'accord sur la nécessité de réformer nos institutions individuellement, mais aussi de leur permettre de coopérer les unes avec les autres de manière plus efficace. C'est la logique de « l'approche globale » pour la gestion des crises, et des partenariats stratégiques entre l'OTAN et l'UE, et l'OTAN et l'ONU. Si les défis sont multidimensionnels, notre réponse institutionnelle doit l'être également. Les institutions civiles et militaires doivent travailler ensemble et être complémentaires.

Jusqu'ici, tout va bien, pourrait-on dire. Si nous sommes d'accord sur tout cela, qu'est-ce qui pourrait éventuellement échouer ? Malheureusement, plusieurs nouveaux développements viennent remettre en cause le large consensus que je viens de décrire - et donc notre capacité collective à faire face. Permettez-moi de mentionner trois de ces nouvelles données.



La première est la tendance de certains acteurs clés à contester un ordre international qu'ils perçoivent comme dominé par l'Ouest et défavorable à leurs intérêts propres. C'est le cas pour la Russie, et pour certaines parties de l'Asie.

Le concept russe de "démocratie souveraine" est une tentative pour avoir une économie capitaliste performante, mais avec un espace public soigneusement contrôlé. Certains pays d'Asie contestent l'idée occidentale que le succès économique et les libertés politiques doivent nécessairement aller de pair. Ils essaient de prouver que le marché peut fonctionner sans la liberté.

Je suis fermement convaincu que la séparation d'une économie de marché libre dans le sens classique du terme, et de la liberté s'avèrera en fin de compte ingérable. Ces notions sont dictées par les intérêts à court terme plutôt que par des considérations stratégiques à long terme.

Un autre facteur est une sorte de «fatigue», plus connue comme «fatigue d'intégration» ici en Europe. Cette «fatigue» n'est pas nouvelle, elle n'est pas aussi grave que certains eurosceptiques veulent nous le faire croire. Cependant, elle empêche l'UE de devenir l'acteur unique qu'elle voudrait et devrait être en économie et en politique étrangère.

En regardant de l'autre côté de l'Atlantique, je ne détecte aucune "fatigue" dans l'aspiration de l'Amérique à assurer un leadership mondial. Mais comme la présidence Bush touche à sa fin, et avec une crise financière majeure détruisant la confiance, il y a un débat grandissant sur la façon dont les États-Unis devraient se positionner dans un monde beaucoup plus complexe avec une gamme de nouveaux acteurs.

Le troisième défi auquel notre capacité collective doit faire face, réside dans les interactions qui n'ont jamais été aussi complexes entre les différents intérêts nationaux. Bien entendu, les nations ont toujours eu des intérêts différents et parfois conflictuels. Mais jamais les nations et les hommes politiques nationaux n'ont dû satisfaire autant de revendications. Dans un monde marqué par une concurrence accrue pour les ressources naturelles ainsi que par de nombreux nouveaux défis et menaces, les nations ont besoin de répondre aux demandes de leurs citoyens pour la sécurité physique, mais on leur demande également d'assurer la sécurité de l'emploi, la sécurité énergétique, la sécurité alimentaire et dans bien d'autres domaines. Et pour satisfaire ces demandes, les gouvernements pourraient être tentés d'adopter une position de repli sur soi, égoïste, peut-être même nationaliste. Et cela nous éloigne encore plus de l'idée de gouvernance mondiale éclairée.

Ce risque est réel. Au cours des dernières semaines, le Conseil de sécurité de l'ONU n'a pas réussi à s'entendre sur une position commune sur le conflit en Géorgie, sur une nouvelle série de sanctions contre l'Iran, ou pour condamner le Zimbabwe. L'OSCE traverse une mauvaise période. Compte tenu du plus petit nombre, et de la plus grande unité de vue de leurs membres, l'OTAN et l'UE ne sont peut-être pas aussi vulnérables aux divergences que l'Organisation des Nations Unies, mais ce n'est guère une consolation. Après tout, l'OTAN et l'UE tirent une grande partie de leur légitimité de l'action de l'ONU. Si le système de l'ONU est soumis à rude épreuve, parce que les principaux acteurs suivent des règles différentes, cela aura un effet négatif sur toutes les autres institutions.

Quelle est ma conclusion de tout cela ? Trois brèves remarques :

Tout d'abord, je crois qu'il est très important de promouvoir une coopération plus étroite et pragmatique entre nos grandes institutions. L'OTAN et l'ONU ont signé une déclaration commune. J'espère que cela va ouvrir la porte à de nouveaux progrès - par exemple, dans l'établissement de relations plus étroites entre l'OTAN et l'Union africaine, la Ligue arabe, et les principales ONG.

Deuxièmement, nous devons nous rendre compte que beaucoup de règles et d'institutions ont été créées bien avant que les nouveaux poids lourds actuels aient fait leur entrée sur la scène internationale. Certains d'entre eux contestent les règles précisément pour cette raison. Nous devons les intégrer de manière constructive - et les faire participer à l'entreprise commune. Pour ce qui est de "mon" institution - l'OTAN -, je crois que notre politique de partenariat conserve encore un potentiel considérable.

En troisième lieu et enfin, à la lumière des nombreux problèmes auxquels ce monde est confronté, je crois que le vrai critère de la puissance sera ce que j'appellerais « le pouvoir de co-opter ». Comment faire pour rallier les autres, notamment les puissances émergentes, derrière un programme commun, sera la question cruciale dans les années à

venir. Avec la diminution des ressources financières et militaires, et la hausse des demandes domestiques, les nations ne pourront mener un programme approprié et ouvert que si elles agissent de concert et partagent les charges. Il est clair que ce programme commun ne peut plus être un programme purement occidental. Néanmoins, on peut espérer que certaines des réussites exceptionnelles de l'Ouest pourront inspirer le reste du monde : le sentiment de faire partie d'une communauté plus large, et l'importance des institutions pour transformer les points de vue communs en actions communes.